

## REGLEMENT DE CONSULTATION

### APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL SUR OFFRES DES PRIX N° 24/CS/2025

**OBJET : ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU COMMUNE DE SALE**

#### BUDGET D'EQUIPEMENT

Chapitre	Article	Paragraphe	Ligne	Rubrique
10	10	30-10	13	MATERIEL TECHNIQUE ET MATERIEL AUDIOVISUEL(AS5748703) Equipements bureautiques et audiovisuel (PAPC_2020)

Passé par appel d'offres ouvert international sur offres de prix en lot unique, en vertu des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de la section I et l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et de l'alinéa **b** du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marches publics

## SOMMAIRE

*ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION*

*ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE :*

*ARTICLE 3 : LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS*

*ARTICLE 4: CONDITIONS REQUISE DES CONCURRENTS*

*ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES*

*ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES*

*ARTICLE 7 : REPARTITIONS EN LOTS*

*ARTICLE 8 : DEPOT DES PROSPECTUS ET LEUR EVALUATION*

*ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES*

*ARTICLE 10: INFORMATION DES CONCURRENTS*

*ARTICLE 11: CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :*

*ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :*

*ARTICLE 13: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS*

*ARTICLE 14: RETRAIT DES PLIS.*

*ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES*

*ARTICLE 16 : CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE*

*ARTICLE 17 OUVERTURE, EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES  
DES SOUMISSIONNAIRES*

*ARTICLE 18 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES*

*ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES*

*ARTICLE 20 : MONNAIE DANS LAQUELLE EST EXPRIME LE PRIX DES OFFRES*

## **ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offre ouvert international ayant pour objet : Achat de mobilier de bureau Commune de salé  
Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023), relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité. Toute disposition contraire audit décret est nulle et non avenue.

Seules sont valables les prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 21 et des autres articles du décret précité.

## **ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE :**

Le Maître d'Ouvrage est la Présidente de la Commune de Salé

## **ARTICLE 3 : LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2-22-431 précité, Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

I) Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique.

### **A. Le dossier administratif comprend :**

#### **1 – Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :**

**a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés** à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

– s'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;

– s'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :

\* une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

\* un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;

\* l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant

.- s'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

**b) La déclaration sur l'honneur** ; (selon le modèle 9-1 prévu par l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1689-23 du 14 hijja1444 ( 3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.;

**c)La constitution du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doit être effectuée d'une manière dématérialisée conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la**

dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics., le cas échéant ;

En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

- a) Au nom collectif du groupement ;
- b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance.

d) la convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret des marchés public ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

## **2 – Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 du décret des marchés publics**

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret des marchés publics.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;

c) une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b), et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administratif du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

### **B- un dossier technique:**

Pour les prestations courantes, le dossier technique comprend :

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

### **II) Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :**

1 –au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

2 – S'il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé. L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné. La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

### **III) Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :**

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux a), b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.

2 – Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret des marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l'article 27 du décret des marchés publics. La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

### **IV) Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :**

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux b) et c) de l'alinéa 1) du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

2 – Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret des marchés publics. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé. La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

### **C-Une offre financière comprenant :**

les dossiers présentés, par les concurrents doivent comporter outre les dossiers administratif et technique visés ci-dessus, une offre financière comprenant:

- **L'acte d'engagement:** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. il est établi en un seul exemplaire. cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres. en cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret n°2-22-431 relatif au marchés publics, il doit être signé soit par chacun des membres

du groupement, soit seulement par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement sous forme de procuration du marché.

L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement.

- **Le bordereau des prix-détail estimatif (B.P.D.E):** pour les marchés à prix unitaires dont les modèles figurent dans le dossier d'appel d'offres

les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doit être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

#### **ARTICLE 4: CONDITIONS REQUISE DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité,

**1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :**

- ❖ Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises,
- ❖ Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dument définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement des créances publiques.
- ❖ Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
- ❖ Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché

**2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :**

- ❖ Les personnes en liquidation judiciaire
- ❖ Les personnes en redressement judiciaire sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- ❖ Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du présent décret.
- ❖ Les personnes prévues à l'article 65 de la loi organique 113-14 relatifs aux communes.
- ❖ Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.
- ❖ Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné
- ❖ Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

#### **ARTICLE 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres
- Un exemplaire du Cahier des prescriptions spéciales (CPS).
- Le modèle de l'acte d'engagement.
- Les modèles du Bordereau des prix et du détail estimatif.
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur.
- Le présent règlement de consultation ;

## **ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 22 du décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 précité, Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret précité. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 du décret précité doit être respecté.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date de la séance d'ouverture des plis, le cas échéant.

## **ARTICLE 7 : REPARTITIONS EN LOTS**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en Un (1) seul lot.

## **ARTICLE 8 : DEPOT DES PROSPECTUS ET LEUR EVALUATION**

Conformément à l'article 37 du décret n° 2-22-431 précité, il est exigé de présenter les prospectus de chaque prix.

Les prospectus sont mis dans un pli distinct et sont déposés au plus tard le jour ouvrable précédant la date fixée pour la séance d'ouverture des plis le **Lundi 06 Octobre 2025 à 16h30** contre délivrance du maître d'ouvrage d'un accusé de réception, ou remis séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres.

Les Prospectus doivent être déposés au bureau d'ordre central sis au siège de la Commune de Salé Place Chouhadaa (Bab Bouhaja).

**Ce pli doit être fermé et porter de façon apparente la mention : « PROSPECTUS »**

Conformément à l'article 40 du décret n° 2-22-431 la commission d'appel d'offres se réunit à huis clos pour examiner les prospectus des concurrents admis.

ces prospectus doivent être conformes à l'ensemble des spécifications techniques prévues par l'article 33 du cahier des prescriptions spéciales

## **ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES**

Le maître d'ouvrage met à la disposition des concurrents, sur le portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma**, le dossier de consultation et tout document ou renseignement. Il précise, également, les modalités de réponse électronique à ladite consultation :

Les concurrents peuvent consulter et/ou télécharger le dossier de consultation, les documents et renseignements visés aux dispositions de l'article 10 de l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

## **ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS**

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par voie électronique via portail, de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

## **ARTICLE 11: CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :**

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité (l'article 3 ci-dessus),
- Un dossier technique précité (l'article 3 ci-dessus),
- Le CPS et le RC signés par le concurrent,

- L'offre financière comprend :

- a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose.

- b) Le bordereau des prix et détail estimatif.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres

Les montants du bordereau des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ces derniers documents prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :**

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité.

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;

Ce pli contient deux enveloppes distinctes.

- a) La première enveloppe contient, outre les pièces du dossier administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation signés par le concurrent ou son représentant dûment habilité. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **dossiers administratif et technique** » ; **Chaque pièce de cette enveloppe doit être insérée individuellement et signé électroniquement** par le concurrent ou son représentant dûment habilité



- b) La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **offre financière** » ; **Chaque pièce de cette enveloppe doit être insérée individuellement et signé électroniquement** par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

### **ARTICLE 13: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Les plis des concurrents sont déposés par voie électronique selon les conditions d'utilisation du portail des marchés publics et celles prévues aux articles 12 et 13 de l'**Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics** .

Tout pli électronique déposé postérieurement à la date limite de remise des plis est automatiquement rejeté par le portail des marchés publics

### **ARTICLE 14: RETRAIT DES PLIS.**

Conformément aux dispositions de l'article 35 du Décret n° 2-22-431 précité et de l'article 14 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) et en application des dispositions de l'article 135 du décret précité n° 2-22-431 , tout plis déposé électroniquement peut être retiré, par le concurrent, antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, dans les conditions fixées à l'article 13 du Décret n° 2-22-431 précité, présenter de nouveaux plis.

### **ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante jours qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

Dans ce cas :

- a) Les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- b) Les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée leur est donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage ;

Dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

## **ARTICLE 16 : CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE**

Conformément à l'article 21 paragraphe 2, pour l'attribution du marché, le seul critère à prendre en considération après admission des concurrents est l'offre économiquement la plus avantageuse qui est la mieux-disante par rapport au **prix de référence au présent marché** et telle que définie à l'article 43 du décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 précité.

Le prix de référence des offres est égal à la moyenne arithmétique résultant de l'estimation du coût des prestations établies par le maître d'ouvrage et de la moyenne des offres financières des concurrents retenus ».

Définit comme suit :

$$P = [E + (\text{somme des offres financières} / \text{nombre des offres financières})] / 2$$

Avec :

- P : prix de référence
- E : Estimation du coût des prestations établies par le maître d'ouvrage

## **ARTICLE 17 : OUVERTURE, EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES SOUMISSIONNAIRES**

La commission apprécie les capacités techniques et financières eu égard à la nature et l'importance des prestations objet du présent appel d'offre et au vu des éléments contenus dans le dossier administratif et technique de chaque concurrent.

A cet effet, il est précisé que l'activité du concurrent doit obligatoirement correspondre à la nature des prestations objet du présent appel d'offre.

La procédure de jugement des offres des concurrents comportera **3 phases** comme suit :

- Analyse des dossier administratifs et techniques
- Analyse des prospectus
- Analyse des offres financières

### **Analyse des dossiers administratifs et techniques**

L'évaluation des dossiers administratifs et techniques se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du Décret n° 2-22-431 précité.

Cet examen préliminaire se matérialisera par l'une des trois conclusions suivantes :

- Acceptation de l'offre ;
- Acceptation de l'offre sous réserve ;
- Rejet de l'offre pour non-conformité aux dispositions du présent règlement de consultation (RC).

L'évaluation des prospectus se fait conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret n° 2-22-431 précité.

## **ARTICLE 18 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIERES**

L'ouverture des offres financières conformément à l'article 42 du décret n° 2-22-431 précité concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen des dossiers administratifs, techniques.

La commission vérifie ensuite le résultat des opérations arithmétiques des offres financières des concurrents retenus. Elle rectifie s'il y a lieu les erreurs de calcul et rétablit les montants exacts des offres concernées.

La commission écarte selon les modalités et les conditions prévues dans l'article 44 du décret n° 2-22-431 précité, les offres financières jugées excessives et les offres financières jugées anormalement basses par rapport au montant de l'estimation établie par le maître d'ouvrage.

La commission détermine ensuite le prix de référence des offres financières des concurrents conformément aux dispositions de l'article 44 du décret n° 2-22-431 précité.

La commission procède ensuite au classement des offres des concurrents retenus, au regard du prix de référence déterminé et attribue le marché au concurrent dont l'offre financière est la mieux-disante par rapport au prix de référence, sous réserve de l'application des dispositions des articles 43 et 44 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

L'offre la mieux-disante, à proposer au maître d'ouvrage, est celle qui est la plus proche du prix de référence par défaut. En cas d'absence d'offres inférieures au prix de référence, l'offre la mieux-disante est celle qui est la plus proche par excès de ce prix.

#### **ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Décret n°2-22-431précité, la langue dont laquelle doivent être établi les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue française ou arabe.

#### **ARTICLE 20 : MONNAIE DANS LAQUELLE EST EXPRIME LE PRIX DES OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 2-22-431 du 08 mars 2023 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents.

**APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL SUR OFFRES DES PRIX  
N° 24/CS/2025**

**ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU COMMUNE DE SALE**

**SIGNATURES :**

<p>Dresse Par : Le Chef de Service</p> <p> <b>Naoual BENLAKHABI</b> Responsable Equipement des Bureaux</p> <p> <b>Abdelkader MACHOUAT</b> Chef de Service des Moyens Communs</p> <p>Salé le.....</p>	<p>Le Président de la Commune de Salé</p> <p>  <b>Omar SENTISSI</b> Président de Commune de Salé</p> <p>Salé le.....</p>
<p>Lu et accepté par LE FOURNISSEUR</p> <p>Salé le.....</p>	